

L'absence de confrontation déstabilise l'électorat



PARIS (Reuters) - Alors que s'approche le premier tour de l'élection présidentielle, les Français font part de leur scepticisme.

La campagne présidentielle, selon eux, au mieux n'a pas eu lieu, au pire n'a pas tenu ses promesses. Alors que l'attente de débats, de confrontations, de visions de la société Française était excessivement importante, aucun des thèmes centraux n'a été, selon eux, suffisamment abordé.

[agrandir la photo](#)

Les Français voulaient que cette élection présidentielle soit l'occasion de pouvoir mettre à plat le jugement sur l'état de la France, ses perspectives idéales et celles raisonnablement envisageables. Depuis quelques années les Français s'interrogent : Qu'est-ce que la France ? Qu'est-ce qu'être Français ? Quelles sont nos spécificités dans le monde et dans l'Europe ?

Nous sommes attachés aux services publics, à la solidarité, à la devise de la République "Liberté, égalité, fraternité", au modèle social, à "l'exception culturelle"...

Est-ce possible de tout conserver à l'avenir dans le cadre de la mondialisation ? Si oui, comment faire ? Si non, sur quels aspects rogner ? A quelles conditions ? Autant de questions restées sans réponse.

L'absence de confrontations déstabilise l'électorat. Cette absence apparaît doublée d'une lecture difficile de la vision plus générale portée par les candidats à l'élection présidentielle sur leur vision de la France.

Les Français imaginent toujours le président de la République comme un représentant de l'ensemble de la Nation doublé d'un capitaine fixant un cap.

DESARROI

Aujourd'hui, ils éprouvent quelques difficultés à se projeter dans la France de demain. Quelle sera la France dans cinq, dix, quinze ou vingt ans ? Quelles sont les différences profondes d'appréciation ? Quelles sont les orientations politiques ?

Logiquement les intentions de vote traduisent ce désarroi.

D'une part dans "l'objectivation" que font les Français de leur propre état ; ils estiment, nettement plus fortement qu'en 2002, ne pas être certains de leur vote.

D'autre part dans l'évolution des intentions de vote : d'une semaine à l'autre les électors évoluent et passent d'un candidat à l'autre non pas tant en fonction des enjeux du scrutin que de l'actualité, des thématiques abordées, des phrases, des réparties et des prises de position. A la différence des scrutins présidentiels précédents, aucune ligne de force indéniable ne ressort.

Ainsi François Bayrou qui connaissait une baisse des intentions de vote en sa faveur au cours des trois dernières semaines se remet à monter. Ségolène Royal qui disposait d'un potentiel électoral plus élevé baisse au premier tour, sans pour autant voir son score de second tour évoluer. Jean-Marie Le Pen progresse dans un contexte de demande de plus de sécurité et d'une campagne connaissant des invectives personnelles.

Aussi, rien n'est assuré ni pour le premier tour... ni pour le second d'ailleurs. Aucun des quatre candidats en tête des intentions de vote ne peut être assuré d'être présent au second et encore moins d'être président de la République. En 2002, les Français avaient arrêté leur décision dans la dernière semaine sur la base d'enjeux clairement établis. En 2007, il en sera probablement de même, sur des enjeux moins définis et dans un contexte où chaque événement a des conséquences importantes sur les intentions de vote.